

CHEMINS POUR LA PAIX

APPROCHES INCLUSIVES POUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS VIOLENTS



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE



NATIONS UNIES

UNE ÉTUDE CONJOINTE DES NATIONS UNIES ET DE LA BANQUE MONDIALE

Depuis 2010, le nombre de conflits violents majeurs a triplé et les combats se sont intensifiés dans un nombre croissant de conflits de plus faible intensité. En 2016, les pays en proie à des conflits violents n'avaient jamais été aussi nombreux depuis presque 30 ans, et le nombre de personnes déplacées en raison de conflits violents a atteint des niveaux qui n'avaient plus été observés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Bien que les États restent engagés militairement, nous assistons à un changement dans la nature des conflits qui voient désormais la participation croissante d'acteurs non étatiques et se caractérisent par des violences perpétrées loin du champ de bataille, une résurgence des ingérences internationales, des débordements dans les pays voisins et des combats en milieu urbain.

Même si les violences se produisent en majorité dans des pays à faible revenu, certains des conflits actuels les plus meurtriers ont lieu dans des pays disposant de revenus plus élevés et dotés d'institutions plus solides. Tous les conflits contemporains semblent en outre durer plus longtemps.

Cette flambée de violence se produit dans un contexte mondial instable, où l'équilibre du pouvoir géopolitique est en évolution constante. Les innovations en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC), les mouvements de population et les changements climatiques créent des risques, mais aussi des possibilités d'action communes, qui doivent être encadrés aux niveaux national et international.

Prises ensemble, ces tendances réfutent l'hypothèse longtemps avancée, selon laquelle la paix irait de pair avec l'augmentation des revenus. Elles réduisent à néant les espoirs de progrès soutenus dans les domaines politique, économique et social qui caractérisaient la fin du XX^e siècle.

D'ici 2030, qui est l'échéance fixée par la communauté internationale pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), plus de la moitié des pauvres de la planète pourraient vivre dans des pays affectés par des niveaux élevés de violence.

La plupart des sociétés mettent régulièrement en œuvre des stratégies visant à s'attaquer aux causes possibles des conflits et prennent des initiatives pour prévenir les violences. Lorsqu'elles sont efficaces, ces mesures sauvent des vies et permettent de faire des économies. Pourtant, les dépenses que le système multilatéral consacre actuellement à la prévention ne représentent qu'une infime partie des sommes engagées pour répondre aux crises ou pour financer la reconstruction après les conflits.

LES BÉNÉFICES DES ACTIONS DE PRÉVENTION

Un système de mesures préventives à grande échelle permettrait d'économiser entre 5 et 70 milliards de dollars par an. Ces ressources pourraient servir à réduire la pauvreté et à améliorer le bien-être des populations. Il faudrait, pour cela, insister bien plus sur l'identification des risques et les actions précoces afin de prévenir les violences. Or, le système actuel repose excessivement sur la lutte contre la flambée et l'escalade de la violence, une fois que la situation est déjà parvenue à un seuil critique.

La présente étude est née de la conviction selon laquelle la communauté internationale doit de toute urgence recentrer son attention sur la prévention.

**LA PRÉSENTE
ÉTUDE EST
NÉE DE LA
CONVICTION
SELON LAQUELLE
LA COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE
DOIT DE TOUTE
URGENCE
RECENTRER SON
ATTENTION SUR
LA PRÉVENTION**

Bien que les mandats des Nations Unies et du Groupe de la Banque mondiale soient différents en dépit de leur caractère complémentaire, les deux institutions se sont engagées à prévenir les conflits, comme indiqué respectivement dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la pérennisation de la paix, et à l'occasion de la 18^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement du Groupe de la Banque mondiale.

L'objectif de l'étude est d'améliorer la façon dont les processus de développement national influent sur les efforts entrepris en matière de sécurité, de diplomatie, de justice et de droits de l'homme, afin d'éviter que les conflits ne deviennent violents.

L'OBJECTIF DE L'ÉTUDE EST D'AMÉLIORER LA FAÇON DONT LES PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL INFLUENT SUR LES EFFORTS ENTREPRIS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, DE DIPLOMATIE, DE JUSTICE ET DE DROITS DE L'HOMME, AFIN D'ÉVITER QUE LES CONFLITS NE DEVIENNENT VIOLENTS

POURQUOI UNE NOUVELLE APPROCHE EST-ELLE NÉCESSAIRE ?

L'étude souligne l'importance des doléances liées à des formes d'exclusion, qui sont à l'origine de nombreux conflits violents actuels, et porte plus particulièrement sur les conflits en rapport avec l'accès au pouvoir, aux ressources naturelles, à la sécurité et à la justice.

Même s'il revient en partie aux sociétés de s'assurer que des conflits ne deviennent pas violents, les gouvernements et les États ont une responsabilité toute particulière dans ce domaine. Pourtant, ils ne sont souvent que des acteurs parmi d'autres dans la lutte contre les multiples facteurs de risque qui, au niveau mondial, alimentent les conflits violents actuels.

Face à ces multiples défis, une nouvelle approche est nécessaire en matière de prévention, pour mieux lutter contre les risques, avant que la violence elle-même n'éclate. Dans une large mesure, il ne s'agit pourtant que d'un problème d'incitation. Les acteurs à tous les niveaux ne sont pas toujours incités à prendre des mesures efficaces ou collectives

pour éviter que les conflits ne deviennent violents.

En se fondant sur l'examen de cas dans lesquels la prévention a été efficace l'étude formule plusieurs recommandations destinées aux pays qui doivent faire face à de nouveaux risques de conflits violents ainsi qu'à la communauté internationale :

- La prévention nécessite une attention et des actions soutenues, non exclusives et ciblées. Il ne s'agit pas uniquement d'éviter ou d'arrêter des crises violentes récurrentes. Bien qu'il soit nécessaire d'atténuer l'impact des chocs, la prévention doit également

permettre de s'attaquer, de manière proactive aux risques plus profonds et sous-jacents qui entravent le développement durable et la paix.

- Pour que la prévention soit efficace, elle doit être endogène et être appliquée par des acteurs locaux et nationaux. Les acteurs internationaux, quant à eux, doivent soutenir ces processus larges et non exclusifs. En ce sens, la prévention encourage la souveraineté en permettant à chaque pays de prendre le contrôle de sa destinée et à l'État d'entretenir des relations positives avec ses citoyens.
- L'impossibilité d'accéder au pouvoir, aux possibilités de réussite, aux services et à la sécurité crée un terrain propice aux doléances collectives, qui peuvent se transformer en actes de violence, en particulier dans des régions où l'État n'a qu'une faible capacité ou légitimité, ou encore dans un contexte d'abus des droits de l'homme.
- L'inclusion est un élément indispensable à la prévention – dans les institutions, les politiques de développement, la fourniture de la sécurité et de la justice. Les actions de prévention doivent suivre une approche plus axée sur les populations, qui permette aux citoyens de participer activement aux différents programmes.
- C'est aux États qu'incombe en premier lieu la responsabilité de mener des actions de prévention, que ce soit par le biais de leurs politiques nationales ou de la gouvernance du système multilatéral. Cependant, dans un contexte mondial en constante évolution, les États ne sont souvent que des acteurs parmi d'autres et sont donc de plus en plus appelés à coopérer entre eux, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes, pour maintenir leurs pays sur une trajectoire de paix.
- Les politiques et programmes de développement doivent constituer un élément central des efforts de prévention. La croissance et la lutte contre la pauvreté sont essentielles, mais, elles seules, ne suffisent pas à préserver la paix. Pour prévenir la violence, il est nécessaire de s'écarter des politiques économiques et sociales traditionnelles, lorsque les risques augmentent ou sont déjà élevés. Il faut également trouver des solutions qui bénéficient à tous en optant pour le dialogue, des politiques macroéconomiques adaptées, une réforme institutionnelle des fonctions essentielles de l'État et des politiques de redistribution.
- Pour gagner en efficacité, de nouveaux mécanismes doivent être créés afin d'obtenir en amont une plus grande synergie entre les différents outils et instruments de prévention, notamment en matière de diplomatie et de médiation, de sécurité et de développement.
- Les efforts visant à répondre aux aspirations économiques, sociales et politiques des jeunes occupent une place centrale dans la prévention et exigent des approches innovantes.
- Les sociétés dans lesquelles les femmes disposent d'un accès plus équitable aux moyens de subsistance et à l'éducation sont plus résistantes face aux conflits violents. La voix et l'engagement des femmes sont donc des éléments essentiels pour l'efficacité des politiques de prévention et des facteurs indispensables à la préservation de la paix à tous les niveaux.

Le rapport intégral est disponible à l'adresse suivante :

www.pathwaysforpeace.org